

http://www.rsf.fr/rubrique.php3?id_rubrique=34

Superficie : 20 325 km² ;

Territoires occupés : 7 477 km².

- ▶ Population : 6 172 000.
- ▶ Nature de l'Etat : le pays est divisé en six districts administratifs.
- ▶ Langues : hébreu et arabe (off.).
- ▶ Chef de l'Etat : Moshé Katzav.
- ▶ Premier ministre : Ariel Sharon.

Israël et les Territoires occupés - Rapport annuel 2003

Fin 2002, les négociations politiques entre Israéliens et Palestiniens sont au point mort. Depuis septembre 2000, le soulèvement palestinien, la répression israélienne et les attentats kamikazes palestiniens ont fait plus de 2 850 victimes, pour trois quarts palestiniennes. Cette année a été marquée par une détérioration sans précédent des relations entre la presse étrangère, accusée de partialité, et Israël, déterminé à remporter la "guerre des médias". Sur le terrain, les journalistes, occidentaux, arabes, et plus encore palestiniens, sont quotidiennement entravés dans leur travail. Trois journalistes ont été tués et huit autres blessés par balles alors qu'ils couvraient l'actualité dans les Territoires occupés.

Alors que les Américains, soucieux de gagner le soutien des régimes arabes dans la lutte antiterroriste, dépêchent le général Anthony Zinni au Proche-Orient pour tenter de relancer les pourparlers de paix, les troupes israéliennes multiplient les destructions des symboles de l'Autorité palestinienne dans les territoires autonomes. Le 29 mars 2002, après une vague d'attentats meurtriers en Israël, le Premier ministre Ariel Sharon envoie l'armée réoccuper les grandes villes de Cisjordanie, et fait fi des appels américains et internationaux qui lui demandent de se retirer immédiatement. Les forces israéliennes ne partiront qu'en mai, avant de revenir mi-juin, avec le blanc-seing de Washington. En juin, le président américain G. W. Bush déclare que "la paix exige une direction palestinienne nouvelle et différente", cédant ainsi aux demandes israéliennes. Dans la foulée, le chef d'état-major israélien, le général Moshé Yaalon, intensifie la lutte contre le terrorisme palestinien et la politique d'"assassinats ciblés".

Début septembre, Ariel Sharon enterre de façon publique et définitive l'accord d'Oslo. "Oslo n'existe plus, Camp David n'existe plus, ni Taba. Nous n'y reviendrons pas", annonce-t-il sans pour autant préciser en quoi consiste son propre "plan de paix". En octobre, alors que des élections législatives se préparent, les ministres travaillistes, dont Shimon Pérès qui occupait le ministère des Affaires étrangères, quittent le

gouvernement. Ariel Sharon compose un nouveau gouvernement avec la droite ultranationaliste israélienne. Il remporte, contre l'ancien Premier ministre Benjamin Natanyahou, les élections primaires du Likoud, entachées par un scandale d'achats de voix. Côté travailliste, l'ancien général et maire de Haïfa, Amram Mitzna, est choisi comme tête de liste pour les élections législatives du 28 janvier 2003, qui désigneront le prochain Premier ministre israélien. Après plusieurs incidents graves, dont la mort d'un employé britannique, Iain Hook, de l'Organisation des Nations unies en novembre à Jénine, les relations se tendent comme jamais entre Israël et les organisations internationales.

La poursuite des attentats-suicides, la radicalisation de la société israélienne et l'option militaire systématiquement privilégiée par le gouvernement d'Ariel Sharon ont eu cette année une incidence très négative sur la liberté de la presse. Pour la presse israélienne, réputée pour son absence de complaisance envers les pouvoirs en place, les temps sont durs. Lorsque fin avril, le Premier ministre Ariel Sharon demande explicitement à la presse de faire preuve de plus de "patriotisme", la consigne ne déclenche aucun tollé. Depuis, le ministère en charge de l'office public de radiodiffusion et le bureau du Premier ministre répètent régulièrement ce message aux médias audiovisuels publics. Le directeur de l'information de la première chaîne est rappelé à l'ordre pour avoir donné la parole à Terje Roed-Larsen, émissaire des Nations unies, et ancien artisan des accords d'Oslo, honni en Israël depuis ses déclarations, jugées critiques, lors de sa visite du camp de réfugiés palestiniens de Jénine en avril.

Accentuant la tendance amorcée depuis septembre 2000, des consignes linguistiques sont passées aux journalistes du service public. "Pour parler des colonies dans les territoires palestiniens, on nous a demandé depuis un certain temps de ne plus utiliser le mot "implantations" mais "localités" ou "bourgades", témoigne un journaliste qui préfère rester anonyme. Partie prenante du conflit, certains présentateurs n'hésitent pas à parler de "nos troupes", "nos soldats". Fin avril, le quotidien *Haaretz* reproduit un vade-mecum terminologique distribué aux journalistes de *Reshet Dalet*, la station en langue arabe de la radio publique *Kol Israel* (La voix d'Israël). Parler de "victimes" lorsqu'il s'agit de Palestiniens n'est plus approprié. Plus neutre, le terme de "morts" est jugé préférable. Alors que l'armée

israélienne emploie le terme d'"assassinats ciblés", il faut dire que les activistes palestiniens sont "tués". De même, si un député de la Knesset contredit des déclarations du Premier ministre, "n'employez jamais d'expressions comme "réfuter" ou "contredire", mais dites à la place "exprimer ses objections", indique ce guide de terminologie.

Dans la presse comme dans la société civile, les voix discordantes semblent gêner. Aviv Lavie, spécialiste des médias pour *Haaretz*, confirme la radicalisation des commentaires. "Ces dernières semaines, certains ont développé une ligne nationaliste évidente", dit-il. "Mais le fait que les éditoriaux soient engagés ne me dérange pas. (...) La société israélienne s'est radicalisée à droite. Les journalistes n'ont pas échappé à cette tendance et leur évolution politique personnelle transparaît dans leur travail. En revanche, les reportages devraient donner une image juste de la réalité ; or je n'ai pas l'impression que ce soit toujours le cas. En temps de guerre, les journalistes doivent se faire violence pour donner le point de vue de la partie adverse. Ils pratiquent une sorte d'autocensure", conclut-il. Paradoxalement, c'est, à ses yeux, la radio de l'armée *Galei Tsahal* qui propose les programmes "les plus critiques". Cependant, le 22 février, **Liron Taani**, l'animateur d'une émission musicale très populaire, "Essek Shahor", sur *Galei Tsahal*, est renvoyé par le directeur de la radio, Avi Benayahu. Il avait déclaré, dans son programme, la veille : "Pendant des années, j'ai songé qu'il y aurait la paix. Mais nous sommes aujourd'hui dans une situation où des avions liquident les Arabes et où les Arabes liquident les Juifs. Merci, Ariel Sharon ! Sharon, je vous aime ! Maintenant, je suis dans une situation où on ne peut pas avoir d'enfants dans ce pays."

Le 18 avril, Mordechai Shlar, directeur de la seconde chaîne de télévision israélienne, annonce que la chaîne va réduire sa couverture du mouvement des refuznik, les soldats qui refusent de servir dans les Territoires occupés. Il s'agit, selon lui, d'un phénomène marginal dont il ne faut pas grossir l'ampleur.

La presse étrangère et internationale a également eu à souffrir de nombreuses restrictions dans sa couverture des opérations militaires dans les Territoires occupés. En janvier, l'Association de la presse étrangère (Foreign Press Association) se plaint auprès du gouvernement israélien de son refus de renouveler les accréditations d'au

moins soixante-dix journalistes palestiniens travaillant pour les médias étrangers. Le problème est double. D'une part, le gouvernement israélien a décidé, pour "raisons de sécurité", de réduire de manière drastique le nombre de journalistes palestiniens ayant une carte de presse. D'autre part, au nom de la protection de l'emploi en Israël, les autorités refusent d'accréditer des techniciens de télévision étrangers. Charles Enderlin, correspondant de la chaîne française *France2*, fait remarquer à ce propos que les télévisions étrangères " ne peuvent pas envoyer dans les territoires palestiniens de journalistes israéliens, ça serait trop dangereux pour eux ; quant à faire appel en permanence à des équipes venant de France, ça coûterait trop cher". L'objectif est donc clair : réduire et contrôler autant que possible les images du conflit. Pour la première fois, tous les médias étrangers signent une protestation commune, dont les trois principales agences de presse internationales (*AP*, *Reuters* et *AFP*), les trois grandes chaînes de télévision américaines (*ABC*, *CBS* et *NBC*), ainsi que *CNN*, la *BBC* et plusieurs chaînes de télévisions européennes, canadiennes et japonaises. Le 22 janvier, le gouvernement français demande à Israël d'accréditer "sans délai" les journalistes palestiniens et de "dédommager" les responsables de la radiotélévision *La Voix de la Palestine*, dont les locaux à Ramallah ont été dynamités le 19 janvier 2002, en représailles à un attentat à Hadera (nord d'Israël).

En juin, les propos de Ted Turner, fondateur de *CNN*, publiés dans le journal britannique *The Guardian*, accusant Israël de "terrorisme d'Etat", déclenchent une querelle entre la chaîne et les associations juives américaines qui dégénère en conflit ouvert avec les autorités israéliennes. Selon la presse israélienne, les habitants des colonies juives en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ont été encouragés à ne plus traiter avec les journalistes de *CNN* en raison de sa couverture "partiale" du conflit. Comme *CNN*, la chaîne britannique *BBC* est menacée de perdre son créneau satellitaire en Israël pour avoir diffusé un documentaire sur les massacres de Palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila en 1982 (Liban) mettant en cause la responsabilité d'Ariel Sharon. Les Israéliens sont en colère contre *CNN* et la *BBC* qui, selon eux, "véhiculent des propos anti-israéliens et encouragent le terrorisme". Le 23 juin, le ministre des Télécommunications, Ruben Rivlin, se déclare "prêt à accepter" que ces deux chaînes de télévisions soient

privées de leur créneau sur la compagnie satellitaire Yes qui dessert une grande partie des foyers en Israël. La compagnie Yes tient à préciser qu'"il ne s'agit pas d'une volonté de censure mais d'une ouverture à la concurrence" et qu'elle compte rajouter à son bouquet la chaîne d'information américaine *Fox News*, du magnat Rupert Murdoch, considérée comme pro-israélienne. Interrogé par *Haaretz* sur des exemples de "fautes" reprochées aux chaînes étrangères, le directeur du service de presse du gouvernement (Government Press Office), Daniel Seaman, déclare : "Toutes nos tentatives pour convaincre *CNN* d'arrêter de qualifier la Judée et la Samarie [Cisjordanie, ndlr] de "territoires occupés" ont échoué."

Le 1er juin, c'est au tour de la chaîne panarabe *Al-Jazira* de faire l'objet d'accusations d'"incitation à la haine" de la part de Shimon Pérès, ministre des Affaires étrangères. La chaîne qatarie qualifie ces attaques de "stupides et indignes" et accuse les autorités israéliennes de "tergiversation" dans le renouvellement des accréditations de presse à ses journalistes en poste dans les Territoires occupés. "Ils octroient à certains membres de notre équipe des cartes de presse pour une durée ne dépassant pas un mois. Ils renouvellent certaines cartes de presse mais refusent d'examiner les autres", déplore *Al-Jazira*.

Quant à la presse palestinienne, elle est militairement et économiquement la plus durement touchée par le conflit. Selon Nabil al-Khatib, expert des médias palestiniens, l'armée israélienne cherche particulièrement à affaiblir les médias basés à Ramallah car ils couvrent l'ensemble des territoires palestiniens. Sur le terrain, l'armée mène une véritable politique d'intimidation et de harcèlement à l'égard des journalistes. Que les villes palestiniennes occupées à plusieurs reprises soient ou non déclarées "zone militaire interdite", le message est clair : les journalistes sont indésirables. "Ils sont tendancieux, pro-arabes, et mènent contre nous la guerre à coups de comptes rendus mensongers et blessants", déclare le bureau du Premier ministre au quotidien *Maariv* le 30 octobre.

Le bilan des journalistes victimes du conflit est éloquent : trois ont été tués, dont deux photographes, huit ont été blessés par balles, soixante-dix ont essuyé des tirs et au moins quinze bureaux de médias étrangers ou palestiniens ont été occupés ou détruits par l'armée israélienne.

Trois journalistes tués

Le 13 mars 2002, **Raffaele Ciriello**, 42 ans, photographe, envoyé spécial du quotidien italien *Corriere della Sera*, est tué à Ramallah, déclarée "zone militaire fermée", alors qu'il couvre des affrontements armés dans le centre-ville. D'après Amedeo Ricucci, journaliste de la télévision italienne *Rai Uno*, qui l'accompagne, Raffaele Ciriello ne portait pas de gilet pare-balles. Il se trouvait derrière un groupe de Palestiniens armés, lorsqu'un blindé israélien, situé à cent cinquante mètres, a soudainement ouvert le feu à l'arme automatique. Les ambulances étant bloquées par des tirs intenses, le journaliste est emmené par des Palestiniens à l'hôpital Arab Care de Ramallah où il décède très rapidement. Selon des sources hospitalières, le journaliste a été touché de six balles à la poitrine et à l'estomac. Le ministre des Affaires étrangères israélien, Shimon Pérès, exprime sa tristesse et ses condoléances à la famille. En août, l'armée déclare n'avoir "aucune preuve ni aucune connaissance qu'un militaire ait ouvert le feu en direction du photographe", sans pour autant expliquer qui est à l'origine des tirs qui l'ont tué. Une plainte contre l'armée israélienne a été déposée par la famille du photographe.

Le 12 juillet, **Imad Abu Zahra**, 35 ans, photographe free-lance, décède des suites d'une blessure à la jambe. La veille, le couvre-feu a été levé à Jénine. Vers midi, Imad Abu Zahra se rend au centre-ville avec un confrère, **Saïd Dahla**, photographe de l'agence de presse palestinienne *Wafa*. D'après une enquête menée sur le terrain, des blindés israéliens ouvrent le feu, sans avertissement, et sans qu'un quelconque danger le justifie. Selon plusieurs témoins, il n'y avait aucun affrontement à ce moment. De son côté, un porte-parole de l'armée israélienne a déclaré : "La foule jetait des pierres et des bombes incendiaires sur nos véhicules qui ont dû riposter." Imad Abu Zahra, qui perd beaucoup de sang, est conduit à l'hôpital en voiture. Il décède le lendemain des suites de sa blessure.

Dans la nuit du 21 au 22 septembre, à Ramallah, **Issam Hamza Tillawi**, 32 ans, journaliste et présentateur de la radio *La Voix de la Palestine*, est tué par balle par l'armée israélienne. Le 21 septembre, vers minuit, des milliers de Palestiniens descendent dans les rues de Cisjordanie et de Gaza en signe de protestation contre le siège du quartier général de Yasser Arafat à Ramallah. Le journaliste, muni d'un

magnétophone et d'un sac, quitte son domicile de Beitunia (Ramallah) pour se rendre en reportage. Selon le rédacteur en chef de *La Voix de la Palestine* qui l'accompagnait, il aurait porté une veste marquée "Presse". Issam Hamza Tillawi se mêle aux manifestants, qui se trouvent rond-point de l'Horloge, au centre-ville de Ramallah, et réalise des interviews. D'après les témoins, des soldats israéliens ont alors tiré des gaz lacrymogènes. Le journaliste s'est mis à courir et a été touché par une balle provenant d'un sniper israélien posté en haut d'un immeuble. Le directeur de l'hôpital de Ramallah a confirmé que Issam Hamza Tillawi avait été atteint par une balle à l'arrière du crâne. Il décède à l'hôpital une demi-heure après avoir été blessé.

Huit journalistes blessés par balles

Le 14 février 2002, **Sagui Bashan**, journaliste de la deuxième chaîne de télévision israélienne, est retenu à un barrage militaire à Netzarim (bande de Gaza). Après avoir montré sa carte de journaliste aux militaires, il demande à voir l'ordre émanant d'un officier supérieur selon lequel l'endroit est un "territoire militaire fermé". Quand les militaires lui répondent qu'ils ne disposent pas d'un tel document, le journaliste démarre. Des militaires tirent alors sur le véhicule et des éclats de balles réelles blessent le journaliste à l'épaule. Celui-ci a été conduit dans la nuit à l'hôpital de Soroka, à Bersheva (Israël).

Le 13 mars, un photographe français, qui préfère rester anonyme, est blessé à la jambe droite sur la place principale de Ramallah, occupée par l'armée israélienne. Le journaliste indique ne pas savoir s'il a été blessé par un éclat d'obus ou par une balle.

Le 29 mars, **Carlos Handal**, de la télévision égyptienne *Nile TV*, est grièvement blessé à la gorge alors qu'il filme, depuis son mini-van, l'incursion de l'armée israélienne à Ramallah. Le journaliste est placé en soins intensifs. Plusieurs balles provenant d'un sniper israélien ont traversé le pare-brise du véhicule marqué "Presse".

Le 31 mars, **Anthony Shahid**, journaliste américain du quotidien *Boston Globe*, est blessé à l'épaule alors qu'il porte un gilet pare-balles identifié "Presse". Anthony Shahid déclare ne pas avoir vu la provenance du tir mais précise que l'endroit était

alors entouré de chars et de soldats israéliens. Le directeur du journal a demandé l'ouverture d'une enquête à l'armée israélienne.

Le 1er avril, **Iyad Hamad**, journaliste palestinien travaillant pour *APTN (Associated Press Television Network)*, est blessé alors qu'il prend des photos, à quelques mètres des blindés, d'une manifestation de pacifistes à Beit Jala. Un soldat tire en direction du sol pour faire partir les journalistes. Iyad Hamad est touché à la jambe droite alors qu'il rebrousse chemin.

Le 2 avril, **Madjadi Banoura**, de la chaîne de télévision *Al-Jazira*, est légèrement blessé par des éclats de verre alors qu'il filme depuis la terrasse d'un hôtel à Bethléem. Des snipers israéliens auraient vraisemblablement tiré sur cet hôtel, connu pour héberger de nombreux journalistes. Les médias et le propriétaire de l'hôtel portent plainte auprès de l'armée.

Le 5 avril, dans le centre-ville de Bethléem, **Jérôme Marcantetti**, cameraman de la chaîne de télévision française *LCI*, est blessé par les tirs d'un soldat israélien alors qu'il fait demi-tour, comme un soldat vient de le lui ordonner. Un éclat de balle pénètre profondément dans la cuisse du journaliste qui est accompagné par un autre cameraman de la chaîne, Olivier Ravanello.

Le 7 mai, **Amar Awad**, cameraman travaillant pour *Reuters*, filme le check point de Qalandia, entre Ramallah et Jérusalem. Soudain, un soldat tire plusieurs balles en direction du sol, dont les éclats blessent le journaliste.

Au moins treize journalistes incarcérés

Tous les défenseurs des droits de l'homme, aussi bien israéliens que palestiniens, dénoncent le caractère arbitraire de la détention administrative. Ce régime d'exception permet de détenir une personne considérée comme dangereuse pour la sécurité d'Israël pendant six mois, reconductibles sans jugement. La détention administrative a été largement utilisée durant la première Intifada (1987-1993). La personne détenue se voit notifier la décision sans passer devant un tribunal et sans que les charges qui pèsent contre elle soient connues ; il s'agit d'une décision militaire. Ni les détenus, ni les avocats n'ont accès au dossier bien qu'ils puissent

faire appel. Depuis l'offensive "Rempart", déclenchée le 29 mars 2002 et achevée le 10 mai, 954 cas de détention administrative ont été répertoriés par les organisations de défense des droits de l'homme. En août, un porte-parole de l'armée indique qu'il y a "environ 1 100 détenus palestiniens à Meggido (prison au nord d'Israël), environ 600 à Ofer, et près de 900 à Ketziot", parmi lesquels figurent une dizaine de journalistes.

Le 30 mars, **Maher Hussein Romaneh**, présentateur à la radio palestinienne, est arrêté à Ramallah et conduit au camp militaire d'Ofer (près de Ramallah). Le journaliste aurait deux côtes cassées et l'armée aurait refusé son transfert à l'hôpital ainsi que la visite de sa famille. Il est libéré le 26 avril.

Le 3 avril, **Ashraf Farraj** et **Jalal Hameid**, respectivement rédacteur en chef et journaliste d'*Al Rouah TV*, chaîne locale de Bethléem, sont arrêtés par l'armée israélienne au centre de presse de Bethléem avec quatorze autres journalistes dont **Said Ayyid**, journaliste de *La Voix de la Palestine*, **Walid Abu Alia**, photographe pour *Al-Rouah TV*, **Ahmad Mezher**, photographe pour *Al-Mahed TV*, **Mustafa Salah** d'*Al-Rouah TV*, **Ala Daoud** et **Ala al-Abed**, opérateurs. Selon Hamdi Farraj, directeur de la télévision, les soldats israéliens ont détruit du matériel et confisqué des cassettes vidéo. Les autres journalistes sont libérés peu après, mais Ashraf Farraj et Jalal Hameid sont transférés au centre de Beitunia où des centaines de Palestiniens sont en détention administrative. Ashraf Farraj est remis en liberté le 24 avril. Jalal Hameid est relâché le 5 mai.

Le 15 avril, **Khaled Ali Mohammed Zwawi**, correspondant local d'*Istiqlal* à Naplouse, est arrêté en pleine nuit à son domicile par un groupe de soldats qui se servent d'un civil palestinien comme "bouclier humain". Du matériel informatique ainsi que des livres sont confisqués chez le journaliste, qui est transféré au DCO (District Coordination Office) puis à la prison d'Ashkelon (sud d'Israël). Dans une lettre datée du 17 novembre, le bureau du Premier ministre israélien indique que Khaled Ali Mohammed Zwawi est accusé d'appartenance et d'activisme au sein du mouvement palestinien terroriste Jihad islamique.

Le 18 avril, l'armée israélienne procède à la double arrestation de **Maher al-Dessouki**, animateur sur la chaîne de télévision *Al-Quds Educational TV* et de **Kamal Jbeil**, du quotidien *Al-Quds*. Les deux journalistes sont emmenés au camp de détention d'Ofer (Ramallah). Maher al-Dessouki est libéré le 27 juin. Aucune charge n'a jamais été retenue contre lui. Il déclare avoir subi des mauvais traitements au cours de sa détention et avoir été questionné sur ses activités de journaliste. Kamal Jbeil est condamné, le 5 mai, à trois mois de détention administrative. Il doit être libéré à plusieurs reprises, le 3 juin puis le 1er juillet. Il est finalement remis en liberté le 12 septembre.

Le 24 avril, **Hussam Abu Alan**, photographe de l'*Agence France-Presse (AFP)*, est arrêté au barrage de Beit Anoun près d'Hébron. Une porte-parole de l'armée déclare que le journaliste a été arrêté parce qu'il se trouvait en zone C (sous contrôle israélien) et n'avait pas de carte de presse. Dans un communiqué du 1er mai, la Foreign Press Association (Association de la presse étrangère en poste en Israël) exprime sa grande préoccupation face aux arrestations de journalistes palestiniens et rétorque que l'absence de carte de presse est un argument "totalement absurde puisque, depuis janvier, le GPO a, à quelques très rares exceptions près, refusé l'accréditation des journalistes palestiniens". Hussam Abu Alan travaille pour l'*AFP* depuis sept ans. Comme la plupart des journalistes palestiniens, il n'a pu obtenir le renouvellement de sa carte de presse israélienne expirée au 31 décembre 2001. Dans une lettre datée du 3 mai, l'armée informe officiellement l'*AFP* que Hussam Abu Alan est soupçonné "d'assister l'organisation terroriste des Tanzim" (branche armée du Fatah), sans pour autant fournir aucun élément concret soutenant ces accusations. L'*Agence France-Presse* demande à répétition la libération du journaliste. Daniel Seaman, directeur du Government Press Office (Bureau gouvernemental de la presse), déclare au sujet de Hussam Abu Alan et d'un autre journaliste travaillant pour *Reuters*, Yousri El Jamal : "Ils travaillent pour des agences de presse mais ils ne sont pas journalistes, ils sont Palestiniens". Le 22 mai, le journaliste est mis en détention administrative pour trois mois. Le 22 juillet, sa période de détention administrative est prolongée de cinq mois par un tribunal militaire qui l'a ensuite ramenée à trois mois. Le journaliste, initialement détenu au camp d'Ofer, est transféré durant l'été au camp de Ketziot (désert du Néguev), où les

conditions de détention sont encore plus dures. Hussam Abu Alan est remis en liberté le 22 octobre. "A ce jour, je ne sais toujours pas pourquoi j'ai été arrêté", affirme Hussam Abu Alan, qui assure ne pas avoir été interrogé une seule fois pendant les six mois de sa détention.

Le 29 avril, **Iyyad El Juneidi**, directeur de la télévision locale *Al Mostaqbal*, est arrêté dans ses locaux professionnels à Hébron. L'armée détruit une partie du matériel de la station. Il est détenu au centre d'Ofer, près de Ramallah, jusqu'au 14 mai.

Le 30 avril, **Mazen Dana** et **Yousri El Jamal**, respectivement cameraman et preneur de son pour *Reuters*, sont en reportage à l'hôpital d'Hébron lorsqu'ils sont appréhendés par l'armée israélienne. Alors qu'ils sont emmenés, un soldat aurait pointé une arme sur leur tempe en leur demandant de quelle manière ils préféreraient mourir. Le lendemain, ils sont interrogés par l'armée qui s'excuse auprès de Mazen Dana et le relâche. Yousri El Jamal est gardé en détention administrative. Le 19 juin, la Cour militaire israélienne rejette les demandes conjointes de *Reuters* et de l'*AFP* de libération de Yousri El Jamal et Hussam Abu Alan. Selon le bureau du Premier ministre, il est soupçonné d'être "lié à des activités terroristes hostiles qui n'ont rien à voir avec sa position de journaliste". A aucun moment, l'armée israélienne ne fournit de preuves pour étayer ses accusations et n'explique les charges retenues contre Yousri El Jamal. Dans une lettre aux autorités israéliennes, le rédacteur en chef de *Reuters*, Geert Linnebank, exprime son indignation et son inquiétude quant aux conditions de sa détention. Le 1er août, un juge militaire prolonge sa détention administrative de trois mois. Yousri El Jamal est remis en liberté le 8 octobre au terme de sa deuxième période de détention administrative.

Le 30 avril, **Ayman El Kawasmi**, directeur de la radio locale *El Horiya*, est arrêté chez lui. Le 1er mai, il est transféré au centre de détention d'Ofer. Les soldats ont détruit tout le matériel de la radio. Le 15 juillet, Ayman El Kawasmi est libéré.

Le 22 mai, **Suhaib Salem**, photographe de *Reuters*, est arrêté à un barrage militaire alors qu'il se rend dans un véhicule blindé de son agence à Rafah (sud de la bande de Gaza), point de frontière avec l'Egypte. Il entend voyager au Japon pour y couvrir

la Coupe du monde de football. Après cinq jours de détention sans motif, il est libéré le 27 mai.

Le 31 mai, **Mashhour Abou Eid**, correspondant de l'agence de presse jordanienne *Pétra*, est arrêté avec sept pacifistes étrangers dans le camp de réfugiés de Balata (Naplouse). L'armée lui reproche de ne pas avoir respecté la "zone militaire fermée". Il est emmené au camp militaire de Houwara, puis d'Ariel (Cisjordanie). Menacé d'expulsion, le journaliste refuse, ainsi que les sept pacifistes, de signer son ordre d'extradition. Le ministre des Affaires étrangères jordanien multiplie les démarches auprès des autorités israéliennes pour obtenir sa libération, qui intervient le 3 juin, sans commentaire. Elle est immédiatement suivie de son expulsion.

Le 7 juin, **Kahlil Abu Hamra**, photographe pour *Associated Press* dans la bande de Gaza, est arrêté pendant qu'il photographie un barrage militaire. Le 17 juillet, il est libéré de la prison d'Ashkelon. Son appareil photo numérique lui est rendu mais pas les photos qu'il avait prises et sur lesquelles il a été interrogé.

Le 27 juin, **Nizar Ramadan**, travaillant pour le journal *As-Sharq* (Qatar) et le site *Islam Today*, est arrêté à Hébron. L'armée fouille son bureau, confisque deux ordinateurs, un fax et une imprimante. Il est initialement emmené au camp militaire d'Ofra. Le 6 juillet, les autorités israéliennes prolongent sa détention de dix-huit jours. Un avocat n'est pas autorisé à lui rendre visite. Dans une lettre datée du 17 novembre 2002, le bureau du Premier ministre israélien indique que Nizar Ramadan a été inculpé par un tribunal militaire pour "appartenance à une organisation illégale (Hamas), présence à des réunions clandestines et fournitures de services à une organisation illégale". Il est condamné, le 31 décembre, à seize mois de prison ferme et dix mois de prison supplémentaires avec sursis.

Au moins seize journalistes interpellés

Le 31 mars 2002, à Ramallah, **Mahmoud Fatafta**, journaliste du quotidien *Al-Quds*, est arrêté par des soldats alors qu'il observe le raid de l'armée sur un immeuble puis relâché peu après.

Le 2 avril au matin, **Atta Iweisat**, photographe pour le quotidien israélien *Yediot Aharonot* et l'agence *Gamma*, est interpellé à Ramallah en compagnie de

journalistes étrangers. Alors qu'il est agenouillé et menotté en pleine rue, il reconnaît **Ahmed Assi**, cameraman de la chaîne de télévision arabe basée à Londres *ANN*, qui se trouve à quelques mètres de lui, avec d'autres personnes arrêtées. Son confrère est dans la même position que lui, sous une pluie battante. Puis les soldats leur bandent les yeux et les conduisent au centre de Beitunia, près de Ramallah, pour y être interrogés. Il est relâché quelques heures plus tard.

Le 16 avril, l'armée israélienne arrête deux journalistes dans le centre de Ramallah, **Maher Chalabi**, représentant plusieurs chaînes de télévision, et **Majeed Sawalha**, de la télévision marocaine. Ils sont interrogés puis libérés dans la nuit.

Le 18 avril, **Mohammed Daraghmeh**, de l'agence *Associated Press*, est arrêté à son domicile puis détenu pendant une vingtaine d'heures les mains liées et les yeux bandés. Lorsqu'il est relâché, un problème se pose : comment rentrer chez soi, en pleine nuit, pendant le couvre-feu ? Alors que le journaliste marche en direction de Naplouse, des soldats stationnés sur la route ouvrent le feu. Il leur demande de l'aide. Un soldat lui répond "Si tu restes ici, je te tire dessus". Le journaliste n'a pu regagner son domicile que le lendemain matin.

Le 20 avril, l'armée interpelle à un barrage au nord de Jénine, **Mahfouz Abou Turk**, qui travaille depuis plusieurs années pour *Reuters*. Un porte-parole de l'armée israélienne déclare que, d'après son numéro de carte d'identité, il s'agit de quelqu'un qui doit être contrôlé et interrogé. Le journaliste est libéré le lendemain.

Le 30 juin, à Naplouse, l'armée israélienne détient pendant neuf heures **Hassan Titi** et **Abed Omar Qusini**, respectivement journaliste et photographe pour l'agence *Reuters*, leur reprochant d'avoir filmé dans une "zone militaire fermée". Selon Hassan Titi, ils ont été arrêtés parce qu'ils filmaient une manifestation de pacifistes étrangers.

Le 4 juillet, **Anas Bensalah** et **Hassan Bouchenni**, respectivement journaliste et cameraman de la chaîne de télévision publique marocaine *2M*, sont arrêtés en sortant du quartier général de Yasser Arafat à Ramallah, où ils viennent de réaliser une interview avec le leader palestinien. Le syndicat national de la presse marocaine dénonce ces interpellations comme étant un "comportement répressif". La libération

des deux journalistes survient cinq heures plus tard, sans qu'aucune explication soit donnée. Des soldats leur ont demandé des informations sur la situation à l'intérieur du quartier général de Yasser Arafat, sur sa santé physique et mentale, et sur le contenu de l'interview.

Le 5 décembre, cinq journalistes palestiniens travaillant pour les agences internationales *AFP*, *AP* et *Reuters* sont retenus pendant cinq heures par l'armée qui leur reproche d'avoir enfreint le couvre-feu à Naplouse, déclarée "zone militaire fermée".

Pressions et entraves

Le 19 janvier 2002, l'armée israélienne détruit les principaux studios de la radio-télévision *La Voix de la Palestine* à Ramallah, accusée par Israël d'"inciter à la violence" à son encontre. L'armée israélienne avait déjà dynamité sa principale antenne à Ramallah le 13 décembre 2001. Lancée dans la foulée de la création de l'Autorité palestinienne en 1994, *La Voix de la Palestine* est devenue entre-temps "un symbole évident de souveraineté" d'un futur Etat palestinien, a souligné Ibrahim Al-Naji, rédacteur en chef. Les dégâts sont estimés à "au moins 10 millions de dollars", ajoute-t-il. Le directeur de l'UNESCO, Koichiro Matsuura, déclare le 24 janvier : "Je ne peux pas accepter que des médias et des journalistes soient utilisés comme cibles dans des conflits armés". Le 21 février, l'armée israélienne dynamite les émetteurs et les studios de *La Voix de la Palestine*, à Gaza. Son directeur, Khaled al-Siam, a précisé que des soldats israéliens avaient placé des explosifs sur les deux étages du bâtiment après en avoir retiré des documents et du matériel.

Le 13 février, l'armée israélienne interdit l'accès de la bande de Gaza aux journalistes. De nombreuses équipes de télévision sont bloquées au point de passage d'Eretz. Seul un pool de journalistes de presse écrite a été autorisé à pénétrer dans la zone.

A partir du 29 mars, début de l'opération "Rempart", les zones interdites en Cisjordanie deviennent de plus en plus nombreuses. L'armée décide d'arrêter les journalistes qui s'y trouvent et de retirer leurs accréditations, sans cependant mettre systématiquement ces menaces à exécution. A plusieurs reprises, à Ramallah,

Naplouse et Bethléem, des journalistes sont consignés dans leur hôtel. Le 29 mars, Ramallah est de nouveau déclarée "zone militaire fermée", consigne renforcée le 31 mars en "zone militaire interdite". L'armée israélienne occupe, le 29 mars, les bureaux à Ramallah de plusieurs médias palestiniens et étrangers, tels *Reuters*, *Link Production Company*, *Abu Dhabi TV*, *ABC*, *Yemen TV*, *Watan Local TV*, *Amwaj TV*. Selon **Firas Masri**, présentateur d'*Amwaj TV*, les soldats ont demandé aux journalistes de diffuser un message appelant la population à se rendre. Il accuse également l'armée d'avoir commis de nombreuses dégradations volontaires et des vols. **Majed Said**, journaliste d'*Abu Dhabi TV*, témoigne qu'une trentaine de soldats ont entrepris de fouiller l'immeuble soupçonné d'être "une cache d'armes". Le chef de l'unité informe ensuite les journalistes qu'il a ordre d'occuper l'immeuble. Les journalistes ont une heure et demie pour récupérer leurs affaires et partir. L'une des voitures des journalistes, qui se replie dans les bureaux de *Nile TV*, a été écrasée par un char.

Le 30 mars, l'armée occupe les bâtiments du ministère palestinien de la Culture et de l'Information à Ramallah, qui hébergent également une radio-télévision locale. Les locaux sont pillés, la bibliothèque et les archives cinématographiques détruites. Pendant vingt-huit jours, l'armée israélienne utilise le ministère comme centre de détention et d'interrogatoire. Par ailleurs, l'armée investit avec force les locaux de *Nile TV*. Le journaliste **Raed El-Helu**, qui tente de filmer la scène, est frappé par des soldats. Tous les journalistes présents sont obligés de s'allonger par terre et des soldats leur marchent dessus. Avant de partir, l'armée confisque tous les téléphones portables et cause d'importants dégâts matériels.

Le 30 mars, une équipe de la chaîne de télévision française *France 2* essuie des tirs israéliens alors qu'elle souhaite passer un barrage situé sur la route reliant Jérusalem à Ramallah. Le même jour, quatre journalistes turcs, dont **Mete Cubuku**, sont retenus plusieurs heures au centre de presse de Ramallah par l'armée qui fouille leurs affaires et confisque leur passeport. "La détention de quatre journalistes turcs par les autorités israéliennes est inacceptable en ce qui concerne la liberté de la presse", déclare le Premier ministre turc Bulent Ecevit depuis Ankara.

Le 31 mars, dans l'après-midi, l'armée israélienne déclare Ramallah "zone militaire fermée" et ordonne à tous les journalistes de quitter la ville. Le véhicule des deux envoyés spéciaux de la télévision publique suédoise *SVT*, **Bengt Norborg** et **Rickard Collsioeoe**, essuie des tirs de sommation à un barrage situé à la périphérie de Ramallah.

A partir de la fin mars, des soldats occupent pendant trois semaines l'immeuble de *Reuters*. Une télé, un carnet d'adresses, un ordinateur portable avec ses câbles, des livres et des magazines, un magnétophone et un transformateur d'ordinateur sont volés et certains négatifs photographiques déchirés.

Le 1er avril, c'est au tour de Bethléem d'être déclarée zone militaire fermée. Des journalistes ont toutefois pu entrer dans la ville. Seule la basilique de la Nativité, où deux cents combattants palestiniens sont retranchés, est encerclée par les chars et donc inaccessible.

Le même jour, la situation devient également plus difficile pour les journalistes qui essaient de travailler à Ramallah. Des soldats israéliens expulsent de la ville une équipe de la chaîne de télévision américaine *CBS News*. Au même moment, selon *l'AFP*, le véhicule de six journalistes et photographes occidentaux est pris pour cible par des soldats israéliens, non loin du centre-ville. "Je crois que les soldats se sont énervés, et voilà, ils ont tiré une rafale dans notre direction", a expliqué l'un des six journalistes, qui ont tous préféré rester anonymes. Le véhicule blindé identifié "Presse", de **Dana Lewis**, correspondante de la chaîne américaine *NBC*, essuie les tirs d'un soldat israélien qui fait face à la voiture. Le soldat ne cesse pas de tirer quand la journaliste et ses collègues descendent du véhicule, mains sur la tête. Dana Lewis déclare : "Les soldats sont vraiment agressifs cette fois et Ramallah était différente de tout ce que j'ai vu". **Abbas Al-Moumani**, photographe de *l'AFP*, conduit sa voiture identifiée "Presse" à Ramallah quand des militaires ouvrent le feu et l'arrêtent. Ils le forcent ensuite à rester debout pendant trois heures, mains sur la tête, après quoi ils lui rendent sa caméra et lui ordonnent de quitter immédiatement la zone. Le 2 avril, le Government Press Office menace de poursuivre en justice les télévisions américaines *CNN* et *NBC* si elles continuent de diffuser des reportages de Ramallah, déclarée "zone militaire interdite".

Du 2 au 21 avril, les locaux d'*Al-Quds Educational TV*, à Al-Bireh, sont occupés par l'armée, avec destruction et disparition de matériel.

Début avril, tout le matériel de la station de radio *Voice of Love and Peace*, à Ramallah, est détruit, selon son directeur, Muataz Bseisso. Le 8 avril, l'armée israélienne s'invite de nouveau dans les locaux d'*Abu Dhabi TV* et *Nile TV*. Le directeur d'*Amwaj*, principale radio-télévision de Ramallah, déclare que l'armée a "tout détruit avant de partir". Pour lui, il s'agit "d'un acte de vengeance". Situés en face du quartier général de Yasser Arafat, les locaux ont été utilisés par l'armée comme dortoir et position pour les tireurs d'élite lors de l'occupation de Ramallah. Avant de partir, des soldats ont écrit en anglais : "Merci beaucoup, votre station est belle, nous regrettons les destructions et espérons vous revoir dans de meilleures circonstances." Le montant des dégâts est évalué à 300000 dollars. Au total, une dizaine de radios et télévisions privées ont ainsi été endommagées durant l'occupation de Ramallah. Le 30 avril, l'armée israélienne s'engage à poursuivre en justice les soldats ayant vandalisé des bureaux de la presse locale et internationale. Peu après, l'armée annonce la suspension de quelques soldats, inculpés de pillage et vandalisme. Lors d'une interview sur la radio de l'armée *Galei Tsahal*, le général Ron Kirtay déclare que "les choses qui ont été rapportées sont malheureusement vraies, aussi bien dans les faits que dans la description, et ces actes de quelques-uns ternissent l'image de l'armée dans son ensemble". Le 27 mai, l'armée annonce que cinq soldats ont été sanctionnés par cinq mois de prison pour vandalisme et pillage, et que six autres font face aux mêmes charges. Les dommages causés aux médias palestiniens sont évalués à 700000 dollars.

Le 2 avril, à Bethléem, des soldats israéliens ouvrent le feu sur la voiture identifiée "Presse" du photographe **Magnus Johansson**, de l'agence *Reuters*, au moment où il quitte les lieux.

Le même jour, **Atta Iweisat**, de l'agence *Gamma*, est maintenu agenouillé pendant plus d'une heure sous la pluie au check point de Beitunia.

Toujours le 2 avril, à Bethléem, six journalistes italiens, **Marc Innaro** (*RAI TV*), **Ferdinando Pelligrini** (*RAI TV*), **Toni Capuozzo** (*TG5*), **Gan Nal Bandia**, **Mauri Maurizi**

et **Luciano Gulli** (quotidien *Il Giornale*) sont bloqués dans un couvent proche de la basilique de la Nativité. Ils se déplacent en voiture quand ils décident de faire demi-tour car la situation était devenue trop dangereuse. Des soldats israéliens leur barrent la route. L'un d'entre eux ouvre le feu dans leur direction. Contraints de passer la nuit sur place, ils sont extraits de Bethléem le lendemain grâce à un intense travail diplomatique du consulat italien.

Le 3 avril, deux cameramen palestiniens, **Ismail Khader**, de *Reuters*, et **Mark Mina**, de *MBC*, qui se déplacent en voiture dans une rue de Ramallah, sont contraints sous la menace des armes de se déshabiller lors d'un contrôle. Ils sont ensuite autorisés à partir alors que les soldats arrêtent un cameraman d'*ANN*.

Le même jour, l'immeuble Bakri de Ramallah, où se trouvent trois radios privées (*Manara Radio, Ajyal et Angaam*), diffusant essentiellement des programmes de divertissement, et une télévision, *Nasr TV*, est également occupé. Une partie du matériel est détruite et les ordinateurs emmenés. Les autorités et l'armée israéliennes ont refusé de confirmer ou de démentir ces pillages.

Toujours le 3 avril, le GPO refuse au journaliste américain **Jassem al-Azzawi**, d'*Abu Dhabi TV*, le renouvellement de son accréditation de presse. Le 6 dans la soirée, il est expulsé de force. Des membres des services secrets israéliens viennent le chercher à son hôtel et le conduisent à l'aéroport. Israël reproche à *Abu Dhabi TV* sa "couverture anti-israélienne des opérations militaires dans la bande de Gaza".

Le 5 avril, une trentaine de journalistes de la presse internationale (*CNN, ABC, AFP, Reuters, AP, Gamma*), qui forment un convoi de sept véhicules blindés, essuient des tirs de sommation et de grenades assourdissantes alors qu'ils vont au quartier général de Yasser Arafat, à Ramallah, pour assister à l'arrivée du médiateur américain Anthony Zinni. Le véhicule de *CNN* fait demi-tour lorsqu'un tir brise sa vitre arrière. L'incident a été filmé par *CNN*. Le convoi fait ensuite un détour par le centre-ville pour retrouver le quartier général du leader palestinien. Des soldats vérifient les passeports et les accréditations des journalistes. Dans la confusion du moment, certains journalistes parviennent à s'échapper mais d'autres, comme le journaliste anglais du *Daily Telegraph*, **Inigo Gilmore**, se voient confisquer leurs documents. Un soldat muni d'un haut-parleur lance en anglais "Press out ! Press out !" [la presse,

dehors !]. **Dan Harris**, journaliste de la chaîne américaine *ABC*, raconte qu'il est "dur de travailler quand on devient une cible".

Le même jour, à Bethléem, un groupe de cinq journalistes étrangers et palestiniens essuient des tirs de soldats israéliens alors qu'ils essaient de se rendre à pied place de la Mangeoire. **Mafouz Abu Turk**, journaliste de *Reuters*, est maltraité par l'armée israélienne alors qu'il se trouve sur cette place. Un officier menace de confisquer ses films car il se trouve dans une "zone militaire fermée".

Le 7 avril, un groupe de journalistes, dont **Hussam Abu Alan**, photographe de l'*AFP*, et une équipe de la télévision espagnole *Antenna 3*, sont visés par des tirs israéliens à l'entrée du village de Yatta (Hébron). Les journalistes portent des gilets pare-balles marqués "Presse" et agitent un drapeau blanc en s'avançant à pied vers un char israélien qui barre la route. Un soldat ouvre le feu dans leur direction.

Le même jour, cinq journalistes et une délégation politique chypriotes sont bloqués quelques heures à l'aéroport Ben Gourion avant de se voir refuser l'entrée en Israël.

Le 8 avril, alors qu'un groupe important de journalistes arrive à Naplouse, la ville est déclarée "zone militaire fermée". Les journalistes ont comme alternative de quitter la ville ou de rester confinés dans leur hôtel car, selon un officier de Tsahal, "leur sécurité ne peut être assurée".

Le 9 avril, à Bethléem, le cameraman français **Vincent Benhamou** est intercepté dans la rue par des soldats israéliens. Il tente de leur expliquer qu'il fait simplement son travail mais ceux-ci confisquent ses films et lui ordonnent de quitter les lieux. Alors que le journaliste s'éloigne, les soldats tirent deux coups en l'air.

Le 9 avril toujours, **Giavara Budeiri**, une journaliste d'*Al-Jazira*, essaie de quitter Bethléem en convoi de deux voitures. A son arrivée à un barrage, des soldats ouvrent le feu en direction du sol et ordonnent aux journalistes de faire demi-tour.

Le même jour, un photographe de l'agence *Reuters*, **Laszlo Balogh**, affirme avoir été visé en sortant de sa voiture de presse blindée, facilement identifiable, par un blindé israélien. Ce dernier a fait feu à l'arme automatique.

Toujours le 9 avril, un journaliste de *TV Tokyo*, **Yuzuru Saito**, marche avec un cameraman dans la vieille ville de Bethléem quand des soldats barrent leur chemin et leur interdisent de filmer. Les soldats commencent à jouer avec la caméra. Un soldat a pris la cassette puis a ordonné aux journalistes de quitter les lieux : "Tu as une minute, sinon on tire !"

Le 10 avril, sur la route qui traverse les villages de Salem, Azmoud et Deir al-Hatab, des militaires israéliens harcèlent pendant une heure et demie **Naseer Ishtayed**, photographe pour *AP*, et **Jafer Ishtayeh**, de l'*AFP*, qui sont forcés de se déshabiller partiellement. Les journalistes ont refusé de donner leurs gilets pare-balles ainsi que leurs films video, mais ne sont pas autorisés à pénétrer dans Naplouse et doivent faire demi-tour.

Le 11 avril, l'armée israélienne entreprend de chasser les journalistes des faubourgs ouest de Jénine. Des photographes voient leur matériel confisqué et aucun correspondant étranger n'a accès au camp de réfugiés, lieu de combats violents, au motif que des engins explosifs sont cachés dans le camp. A Jénine, les soldats appliquent les consignes de bouclage à la lettre et barrent tous les accès, alors qu'à Bethléem et Naplouse, les journalistes parviennent à s'introduire dans la zone des combats, malgré l'interdiction formelle de l'armée.

Le même jour, près du camp de Jénine, des soldats israéliens s'en prennent à un groupe de journalistes comprenant **Atta Iweisat**, de *Gamma*, **Rawhi al-Rasem**, d'*APTN*, **Amar Awad** de *Reuters*, **Jérôme Delay** d'*AP*, et **Patrick Baz**, de l'*AFP*. Les journalistes sont insultés, forcés de se déshabiller et se voient confisquer leurs cartes de presse et leurs films. Après huit jours de combats acharnés, l'armée israélienne prend le contrôle du camp de réfugiés de Jénine. Aucun journaliste n'ayant pu être présent sur les lieux, une vive polémique s'ensuit qui oppose Israël et l'Autorité palestinienne concernant le nombre de victimes civiles.

Le 13 avril, l'armée israélienne retient et harcèle pendant des heures des journalistes, parmi lesquels **Walid el-Omari**, correspondant de la chaîne *Al-Jazira*, et une équipe de télévision espagnole au check point de Jalameh, près de Jénine. L'armée confisque le matériel ainsi que quatre films.

Le 14 avril, l'armée israélienne annonce qu'elle allège les restrictions imposées à la presse et au travail des journalistes étrangers en Cisjordanie. En théorie, les journalistes étrangers pourront se rendre partout en Cisjordanie, à l'exception de trois zones jugées particulièrement "sensibles" : le camp de réfugiés de Jénine, le secteur de la basilique de la Nativité à Bethléem et le quartier général de Yasser Arafat à Ramallah. Cette décision répond aux multiples protestations des organisations internationales qui appellent à la levée des restrictions à la liberté de la presse en Cisjordanie, atteintes qui ne permettent pas une couverture médiatique efficace et impartiale de l'opération militaire israélienne dans les territoires palestiniens. Un pool de journalistes est autorisé à se rendre à la limite du camp de Jénine, sous étroite surveillance militaire.

Le 14 avril, huit journalistes parmi lesquels **Rawhi el-Rasem**, cameraman pour *APTN*, sont bloqués par des militaires à l'entrée de Ramallah, de Jénine et autres villes, et du matériel vidéo est confisqué.

Le 16 avril, à Ramallah, une voiture de la télévision suédoise *SVT* essuie des tirs de l'armée. L'envoyé spécial, **Peder Carlqvist**, a déclaré qu'une patrouille de soldats en jeep leur avait demandé de rebrousser chemin. C'est en faisant demi-tour qu'ils entendent des coups de feu. En arrivant à l'hôtel, Peter Carlqvist constate qu'une balle a "brisé une vitre du véhicule et que sa sacoche a été transpercée par une balle". La direction de *SVT* proteste auprès du ministère suédois des Affaires étrangères et de l'ambassade israélienne à Stockholm.

Le 24 avril, à Bethléem, les soldats israéliens permettent aux journalistes israéliens d'accéder à la place de la Mangeoire. Les correspondants étrangers ont été sommés de quitter les lieux sous peine d'être arrêtés.

Fin avril, suite aux attentats-suicides en Israël, six villes palestiniennes autonomes de Cisjordanie (Bethléem, Tulkarem, Qalqiliya, Jénine, Naplouse et Ramallah) sont déclarées "zones militaires fermées" par l'armée. Les journalistes y sont interdits.

Le 4 juin, **Ala Badarneh**, de la radio privée *Tarek el Mahabeh* et du journal *Al Quds el Arabi*, et **Hassan Titi**, cameraman pour *Reuters*, essuient des tirs israéliens alors qu'ils circulent place du gouverneur, à Naplouse. Hassan Titi conduit un Land Rover

jaune, avec des plaques britanniques, bardé de scotch et de drapeaux indiquant "Presse". Aucun combat ne se déroulait à ce moment-là sur la place. Un premier tir brise le rétroviseur gauche, tandis qu'un second crève l'un des pneus. "Depuis le matin, nous étions passés quatre ou cinq fois sur cette place. Les soldats nous connaissent à la longue puisque nous fréquentons les mêmes points chauds tous les jours", a déclaré le journaliste.

Le 10 juin, Ramallah est hermétiquement bouclée. L'armée occupe l'immeuble où sont situés les bureaux de *Reuters*, à Ramallah, et en interdit l'entrée aux cinq journalistes qui y travaillent. Ce bureau est "situé à un endroit stratégique", explique un porte-parole militaire. Pour *Reuters*, l'occupation de son bureau constitue "une atteinte à la liberté de la presse". Les journalistes ont finalement pu envoyer leur production par des moyens détournés, mais ils ont été "ralentis" dans leur travail, déplore Tim Heritage, directeur du bureau de *Reuters* à Jérusalem, qui souligne qu'il s'agit de la seconde occupation de ce genre. *Reuters* proteste contre cette occupation de plus de vingt-quatre heures et demande des dommages et intérêts pour les destructions et vols qualifiés de "saccage et pillage". Aucune explication n'a été donnée par l'armée.

Le 10 juin, **Nasser Shioukhy**, photographe de *Reuters*, est frappé à coups de crosse par un militaire alors qu'il filme l'arrestation de Palestiniens par l'armée, à Hébron. Un soldat confisque également une partie de son matériel.

Le 25 juin, à Hébron, **Mazen Dana**, cameraman de *Reuters*, est pris pour cible. Une balle transperce sa caméra de côté alors qu'il filme à partir d'une fenêtre située au dernier étage d'un immeuble. Plusieurs soldats stationnaient à environ cent cinquante mètres. Le journaliste n'a pas vu d'où provenait le tir, mais déclare qu'il n'y avait pas d'échanges de tirs autour de l'immeuble et qu'il était posté là depuis quarante minutes. Une requête de *Reuters* a été déposée auprès de l'armée, qui n'a fait aucun commentaire.

Le 8 juillet au matin, le siège de la radiotélévision jordanienne (*JTV*), situé à Ramallah, est occupé par l'armée israélienne. Selon le témoignage d'Abdallah al-Hout, correspondant de *JTV*, "des soldats sont entrés dans les bureaux d'une

manière provocatrice. Ils nous ont menacés de leurs armes et ont fouillé nos bureaux". Des militaires confisquent des films ainsi que les passeports et les cartes de presse de deux journalistes, **Abdallah al-Hout** et **Akil al-Amr**. Suite à l'intervention du représentant de la Jordanie à Gaza, Jomaa Al Abbadi, les documents leur sont restitués quelques heures plus tard.

Dans la nuit du 14 au 15 juillet, Tsahal investit les locaux de *Palnet* à Ramallah, principal fournisseur d'accès à Internet en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Les connexions au Réseau sont momentanément bloquées. Les six employés présents sur les lieux sont interpellés. Cinq d'entre eux sont rapidement libérés. Du fait du bouclage des territoires palestiniens et des couvre-feux répétés dans les principales villes, Internet est devenu pour les Palestiniens un moyen de communication essentiel.

Le 29 juillet, **Ahmed Jalajel**, cameraman de la *Palestinian Media Communication Company (PMCC)*, est empêché de faire son travail, insulté et brutalisé par deux soldats au check point de Qalandia, entre Ramallah à Jérusalem. Il est forcé de quitter les lieux sans avoir pu filmer une image.

Le 11 août, **Gideon Levy**, journaliste du quotidien israélien *Haaretz*, et **Miki Kratsman**, photographe d'*Haaretz*, essuient des tirs alors qu'ils circulent en taxi israélien, à plaques jaunes, dans la ville de Tulkarem sous couvre-feu. Gideon Levy, qui rédige une rubrique sur la vie quotidienne dans les territoires palestiniens intitulée "Twilight zone" (La quatrième dimension), a déclaré : "Ce qui est arrivé arrive tous les jours dans les Territoires occupés, la seule différence est que, cette fois, il s'agissait d'un journaliste et d'un Juif israélien". "Ce n'était pas des tirs d'intimidation, ces tirs visaient à tuer ", a-t-il ajouté, précisant qu'une rafale s'est abattue sur le pare-brise avant du véhicule. Dès le lendemain, des sanctions sont prises contre un soldat et un officier, qui écopent respectivement de trente-cinq jours d'arrêt de rigueur et vingt et un jours avec sursis pour "erreur de coordination".

Le 15 août, **Ahmed Bahaddou**, cameraman de l'agence *Reuters* de nationalité belge, est refoulé vers la Jordanie. Dans l'attente de son expulsion, le journaliste est retenu pendant vingt heures dans une cellule de l'aéroport Ben Gourion, près de Tel-Aviv. Il

a déclaré : "C'était vraiment humiliant et indigne d'une démocratie". Daniel Seaman, directeur du Government Press Office, a précisé que le ministère de l'Intérieur avait refusé à Ahmed Bahaddou d'entrer en Israël sous la pression du syndicat des cameramen israéliens qui s'oppose à ce que leurs confrères étrangers travaillent en Israël.

Le 28 août, **Saïd Chaouki Dahla**, photographe pour l'AFP, accuse l'armée israélienne d'avoir dérobé des bijoux pour une valeur de 2 000 dollars ainsi que trois téléphones portables lors de la perquisition de son domicile, à Jénine, le 23 août. Un officier aurait tenu des propos menaçants lui conseillant de "changer de métier" s'il ne voulait pas connaître le même sort que son collègue, **Imad Abu Zahra**, tué en juillet à Jénine. Un porte-parole de l'armée a annoncé que "ces accusations feront l'objet d'un examen minutieux."

Le 29 août, **Bassam Masaoud**, cameraman free-lance travaillant pour *Reuters* à Rafah (bande de Gaza), essuie des tirs alors qu'il est en train de filmer et porte un gilet pare-balles marqué "Presse". Sa caméra, installée sur un trépied, est détruite. Selon l'armée, le journaliste a été pris dans un échange de tirs et les soldats n'ont jamais tiré dans sa direction. Selon Bassam Masaoud et d'autres témoins, il n'y avait pas d'échange de tirs à ce moment-là. Le journaliste avait pris soin d'installer sa caméra à l'écart des manifestants palestiniens. L'agence *Reuters* a protesté contre cet incident, demandant à l'armée d'ouvrir une enquête.

Le 30 septembre, des soldats israéliens confisquent à **Hassan Titi**, cameraman de *Reuters*, une cassette vidéo des images des affrontements du jour à Naplouse. Le journaliste se rend à un barrage, à la sortie de Naplouse, afin de confier la vidéo au chauffeur israélien qui doit la conduire au bureau de l'agence *Reuters* à Jérusalem. Un porte-parole de l'armée a reconnu qu'en agissant de la sorte, les soldats étaient contrevenus aux instructions officielles de l'armée.

Le 5 octobre, l'armée israélienne procède à une perquisition nocturne au siège du quotidien *Al-Ayyam*, à Ramallah. Selon le journal, l'armée n'a pas opéré une fouille systématique des locaux, ce qui indique qu'il s'agissait moins d'une perquisition ayant un but précis que d'une mesure d'intimidation. "Après deux heures de

perquisition, l'armée israélienne a confisqué deux posters, l'un appelant à la fin de l'occupation, l'autre représentant le portrait d'une enfant victime du conflit", a déclaré un responsable du journal. Selon la radio publique israélienne, les militaires ont saisi au cours de cette opération des "documents de propagande".

Le 19 décembre, **Jaafar Achtiyé**, photographe palestinien travaillant pour l'*Agence France-Presse (AFP)*, est agressé à coups de poing par deux gardes-frontières israéliens à un barrage dans les environs de Naplouse (Cisjordanie). Ceux-ci l'ont pourtant clairement reconnu comme journaliste. Ils ont menacé de confisquer son appareil photographique, puis ont changé d'avis en constatant qu'aucune photo n'avait été prise. Avant de laisser partir le photographe, les gardes-frontières auraient menacé de le tuer s'il revenait à cet endroit.

Le 22 décembre, s'appuyant sur l'ordonnance sur la presse de 1933, datant de l'époque du Mandat britannique, le ministre israélien de l'Intérieur, Eli Yishai, en personne, ordonne la fermeture, pour deux ans, du journal *Sawt Al-Haq wa Al-Hurriya* ("La voix de la justice et de la liberté"). Considérée comme "présentant un danger pour la sécurité nationale", la publication incriminée est un hebdomadaire édité par la tendance radicale du Mouvement islamique en Israël. Les services de sécurité intérieure israéliens (Shin Beth) accusent *Sawt Al-Haq wa Al-Hurriya* de servir de tribune au mouvement radical islamique palestinien Hamas.

Le 29 décembre, **Tamer Ziara**, cameraman pour *Associated Press*, filme une distribution de nourriture par des militants pacifistes internationaux à des Palestiniens vivant dans une enclave au milieu des colonies juives de la bande de Gaza. Il est blessé à la tête par des tirs israéliens, une balle ayant ricoché sur le sol. Ses jours ne sont pas en danger.